



**AUX CÔTÉS DE LA JEUNESSE
OUI AUX REVENDICATIONS, NON À LA RÉPRESSION
RETRAIT DU PROJET DE BUDGET MACRON-LECORNU**

Dans la continuité des prises de position antérieures, l'UD FO de Paris soutient le mouvement des lycéens et étudiants avec lesquels elle partage l'ensemble des revendications.

Parce que ces revendications sont légitimes et recoupent celles des salariés de ce pays.

Parce que la réponse répressive du gouvernement est inadmissible.

Parce que la fermeture des établissements et les sanctions ne sont pas acceptables et ne répondent en rien aux revendications.

Parce que les 54 milliards de coupes budgétaires dont 840 millions pour la seule Éducation nationale constituent une véritable provocation.

Pour toutes ces raisons, nous appelons toutes nos structures, tous nos militants à continuer à se mobiliser et à accompagner les jeunes dans ce mouvement exemplaire.

L'UD FO de Paris a été informée de la décision prise par l'ENS (École normale supérieure) et par plusieurs facultés : Panthéon-Sorbonne, Sorbonne Université, Jussieu, École du Louvre, INALCO, ENSA Paris, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Paris Nanterre, EHESS Condorcet, Paris 8, les étudiants en master du CNAM, ... peut-être d'autres.

L'UD FO de Paris décide de se joindre à cette initiative et d'appeler à se mobiliser le mardi 13 octobre en direction de Matignon, là où cela se décide.

**RETRAIT DU PROJET DE BUDGET
SATISFACTION DES REVENDICATIONS
STOP À LA RÉPRESSION**

Paris le 8 octobre 2027

Motion votée pour aller à Matignon le 13 octobre :

- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'ENS-PSL le 06 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de Paris 1 Panthéon-Sorbonne le 07 octobre 2026 et par l'Assemblée Générale de Paris 1 Pantheon-Sorbonne sur la place du Panthéon le 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de Sorbonne Université le 07 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale inter-facs réunissant plus de 1000 personnes place République le 07 octobre 2026 ;
- à la majorité absolue par l'Assemblée Générale de Jussieu le 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale des CPESMD de PSL du 08 octobre 2026 ;
- par l'Assemblée Générale de l'Ecole du Louvre du 08 octobre 2026 ;
- par l'Assemblée Générale de l'INALCO du 08 octobre 2026 ;
- par l'Assemblée Générale de l'ENSA PARIS-MALAQUAIS-PSL, les Beaux Arts de Paris et les représentant•es du pôle Quartier Latin le 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'assemblée générale de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye du 8 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'université Paris-Nanterre du 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'EHESS Condorcet du 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'université Paris-Dauphine du 08 octobre 2026 ;
- à l'unanimité par l'Assemblée Générale de l'université Paris-8 du 08 octobre 2026 ;
- à la majorité absolue par l'assemblée générale des étudiants en master d'économie du CNAM du 8 octobre 2026.

Nous, étudiant•es de l'ENS Ulm, réuni•es en assemblée générale le 6 octobre 2026, avons décidé de porter cette motion.

Nous tenons en premier lieu à apporter notre soutien aux lycéen•nes qui se mobilisent depuis maintenant plus d'une semaine, partout en France, pour exiger des conditions décentes d'éducation : la rénovation de leurs locaux délabrés, l'adaptation des infrastructures aux conditions extrêmes de chaleur et de froid, le remplacement des enseignant•es en congés longue durée, l'augmentation du nombre de personnel scolaire (AED, AESH, infirmier•es scolaires, psychologues de l'éducation nationale...), l'abrogation de Parcoursup...

Nous dénonçons la violence extrême de la répression policière qu'ils ont subi. Il est, pour nous, inadmissible de voir autant de lycéens•nes mutilé•es par des armes comme le LBD classées armes de guerre par la réglementation internationale. Nous enjoignons fermement le gouvernement d'écouter au plus vite le mouvement lycéen et de prendre des mesures concrètes et d'arrêter ce massacre.

Les revendications du mouvement étudiant s'inscrivent dans la continuité de ces demandes et rappellent la surcharge des classes de TD, le manque cruel de chauffage dans les établissements, le rationnement des bibliothèques universitaires, le manque de budget alloué aux restaurants universitaires, qui s'abat sur les gestionnaires de CROUS et sur les étudiant•es et qui force à l'instauration de jauges, les menaces concernant la baisse voire la suppression des APL, et la précarisation de plus en plus grande des étudiant•es extra-communautaires. Nous rappelons que 26 % des étudiants déclarent des difficultés économiques importantes, qu'un étudiant•e sur deux saute régulièrement des repas par manque d'argent, que 30 % ont renoncé à intégrer l'établissement de leur choix pour des raisons financières.

Nous, qui évoluons au plus près de la recherche scientifique, dénonçons également la baisse de moyen qui y sont alloués, et qui forcent institutions et chercheur•euses à une surcharge administrative, à une mise en compétition des scientifiques (appels à projet, ANR...) et à l'établissement de partenariats privés qui limitent la liberté académique.

En tant que normalien•nes, nous bénéficions de conditions matérielles et symboliques qui nous permettent d'étudier sereinement et de profiter pleinement et sans obstacle de la qualité de l'enseignement dispensé dans les universités françaises.

Nous demandons à ce que ces conditions soient généralisées à l'ensemble des étudiant•es, nationaux ou internationaux, et exigeons ainsi :

- L'augmentation drastique des moyens alloués à l'éducation, à l'enseignement supérieur et à la recherche
- Un revenu étudiant universel
- L'élargissement et l'augmentation des APL.
- La mise en place de logements décents pour toutes.
- La fin des frais d'inscription différenciés pour les étudiant•es extra-communautaires
- Le retour à une université grande ouverte, et de fait, la large promotion du statut d'auditeur•ice libre.
- La fin de la sélection à l'université, et de fait, l'abrogation de Parcoursup et de MonMaster.
- L'amélioration des conditions de travail des enseignant•es et du personnel éducatif.
- La fin de la répression policière.

Par conséquent, nous appelons à une marche conjointe vers Matignon, siège du pouvoir exécutif, lors du vote du budget le 13 octobre. Nous appelons nos camarades, réuni•es dans leurs propres assemblées générales, à nous suivre dans cette direction.